

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 11 octobre 2022

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-405

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **MGG INDUSTRIES**

ZAC des Coteaux - Route de Longueperte  
Lieu-dit de Gratte Grue  
10400 PONT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702870

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 juin 2022 dans l'établissement MGG INDUSTRIES implanté ZAC des Coteaux - Route de Longueperte Lieu-dit de Gratte Grue 10400 PONT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Historiquement, la société ACCESS GROUP est installée sur deux sites à Pont-sur-Seine (10400) : l'un situé rue de Monte-à-regret, au centre de la ville, et l'autre situé en périphérie de la ville, route de Longueperte (lieu-dit « Gratte-Grue »). Ces deux sites, qui sont classés distinctement au titre de la législation des ICPE, ont chacun fait l'objet de visites d'inspection le 30 juillet 2015. Ces visites ont chacune donné suite aux Arrêtés Préfectoraux de Mise en Demeure du 27 octobre 2015 : n° DDT-56-2015300-0002 pour le site « Gratte-Grue » et n° DDT-56-2015300-0001 pour le site Monte-à-regret.

Dans le cadre du suivi de ces deux arrêtés de mise en demeure, deux visites d'inspection ont été menées sur ces sites le 25 mai 2016. Les non-conformités constatées ont alors conduit l'inspection des installations classées à proposer des astreintes journalières (300 euros par jour pour le site route de Longueperte et 200 euros par jour pour le site rue Monte-à-Regret). Il a alors été décidé de ne pas donner suite à ces propositions de sanctions mais de laisser un délai à l'exploitant pour se mettre en conformité, en planifiant une nouvelle visite sur chacun des deux sites.

Le 8 décembre 2016, l'inspection des installations classées s'est donc déplacée sur site pour constater les avancées relatives aux points identifiés. Il a alors été constaté que plusieurs non-conformités importantes n'avaient pas été corrigées.

La visite du 21 février 2019 visait à faire le point sur le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 27 octobre 2015 suite à la reprise des sites PSI par le groupe BIOLOG. Lors de cette visite, il a été constaté que de nombreuses prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n° 2015300-0002 du 27 octobre 2015 ne sont toujours pas respectées, comme déjà constaté en 2015 et 2016.

L'inspection des installations classées a à nouveau proposé, dans l'attente de la conformité du site, une astreinte financière d'un montant journalière de 300 € pour le site "Gratte-Grue".

Par courrier du 1er juillet 2019, la société a apporté des éléments de réponse au rapport de l'inspection des installations classées concernant les démarches de mises en conformité du site "Gratte Grue". Il a alors été décidé à nouveau de ne pas donner suite à ces propositions de sanctions mais de laisser un délai à l'exploitant pour se mettre en conformité, en planifiant une nouvelle visite sur chacun des deux sites.

Toutefois, la société ACCESS GROUP a été placée en liquidation judiciaire le 4 novembre 2021. Les actifs du site dit « Gratte-Grue » ont été repris par la société MGG INDUSTRIES.

L'objet de la visite d'inspection du 6 juin 2022 est donc de vérifier si la reprise des activités du site « Gratte-Grue » par la société MMG INDUSTRIES a permis sa mise en conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2012153-0004 du 1er juin 2012.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGG INDUSTRIES
- ZAC des Coteaux - Route de Longueperte Lieu-dit de Gratte Grue 10400 PONT SUR SEINE
- Code AIOT : 0005702870
- Régime : Autorisation

La société MGG Industrie possède des ateliers spécialisés en :

- injection plastique
- fonderie zamak
- découpage et emboutissage
- découpe laser, jet d'eau et tôlerie à commande numérique
- traitement de surface

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDT-SG-2015300-0002
- changement d'exploitant au profit de la société MGG INDUSTRIES

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Nature des installations	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Astreinte	
4	Gestion de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Astreinte	
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Astreinte	
10	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.5.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.5.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.5.5	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Sans objet
6	Conduite des installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	/	Sans objet
9	Absence de garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence 6 non-conformités faisant l'objet d'un projet de mise en demeure et d'un projet d'astreinte financière d'un montant de 100€ par jour.

Afin de satisfaire aux exigences du projet de mise en demeure, l'exploitant est tenu sous un délai de 3 mois :

- de mettre en place des rétentions sur l'ensemble des cuves remplies de produits liquides dangereux ;
- de mettre en place une alarme permettant le déclenchement de la procédure d'alerte ;
- de transmettre le rapport de synthèse l'exercice annuel de mise en place du système de confinement.

Afin de satisfaire aux exigences du projet d'astreinte financière, l'exploitant est tenu dès à présent de transmettre un dossier de porter à connaissance sur les activités en fonctionnement

conformément à la nomenclature des installations classées dans sa version à jour, et précisant les évolutions du site par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce porter à connaissance sera instruit au titre de l'article R 181-46 du code de l'environnement afin d'évaluer la substantialité des modifications apportées par l'exploitant à son installation. Les pièces du dossier administratif complet mentionnées au chapitre 2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent être transmises à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également se mettre à jour sur la déclaration de son autosurveillance depuis janvier 2021.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications et cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Par courrier du 13 juin 2022, la société MGG Industries a transmis la déclaration de changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : "Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées."
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare à nouveau que les installations en fonctionnement ne sont plus conformes à celles autorisées en 2012. En effet l'atelier de traitement de surface n'est pas en adéquation avec les caractéristiques et les volumes présents dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Malgré la demande de régularisation suite à la visite d'inspection du 21 février 2019, l'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection des installations classées de tableau à jour comparant les activités effectivement en fonctionnement sur le site et les activités autorisées par l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.
<b>Constats :</b> Les lignes de traitement de surface « Zinc 1400 » et « Zinc 3000 » fonctionnent dorénavant avec des dispositifs d'aspiration et d'évacuation des effluents gazeux. Des mesures des émissions atmosphériques ont été réalisées en avril 2021 par un organisme accrédité et les résultats ne montrent pas de dépassements des valeurs limites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Documents tenus à la disposition de l'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chapitre 2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dossier de demande d'autorisation initial;</li><li>• les plans tenus à jour;</li><li>• les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation;</li><li>• les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;</li><li>• tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;</li><li>• ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.</li></ul> Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne tient pas tenu à jour un dossier comportant l'ensemble des documents susvisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Le bon fonctionnement de ces dispositifs doit, à minima, être contrôlé annuellement.
<b>Constats :</b> Les dispositifs de disconnexion avec le réseau d'eau potable sont installés au niveau de la chaufferie et de l'atelier de traitement de surface. L'exploitant s'est engagé à réaliser le contrôle de ces deux équipements lors de l'entretien annuel des chaudières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conduite des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, formation personnel compétent
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: La conduite des installations (STEP) est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'attestation de formation pour l'exploitation de la station de traitement interne par trois employés du site en date du 22 septembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir;</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Des produits liquides dangereux sont stockés à l'extérieur en dehors de toute rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : Trimestriellement, l'exploitant transmet son rapport de synthèse à l'inspection des installations classées. Mensuellement, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une synthèse de l'autosurveillance du mois. Cette transmission pourra être électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne transmet plus les résultats de l'autosurveillance sur GIDAF depuis janvier 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**N° 9 : Absence de garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-7 de ce code.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 19 septembre 2022 le calcul du montant des garanties financières actualisées. Le montant des garanties financières s'élève donc à 83 703€. Toutefois, l'article R. 516-1 du code de l'environnement prescrit que " <i>l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.</i> " MGG Industrie n'est donc tenu plus subordonnée à l'existence de garanties financières. L'arrêté préfectoral n°2015009-0009 du 9 janvier 2015 relatif à la constitution des garanties financières est caduc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'alerte interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'usine sera équipée d'une alarme permettant le déclenchement d'une procédure d'alerte. Le personnel devra être formé à la spécificité des activités et risques associés, de façon à répondre de manière efficace à tous les cas d'alerte envisageables. Il devra disposer de téléphones pour alerter les secours et la direction. Une procédure d'alerte devra être mise en place sur le site.
<b>Constats :</b> L'usine n'est pas équipée d'une alarme permettant le déclenchement d'une procédure d'alerte. La procédure d'alerte n'est pas mise en place sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. [...] Une consigne et une formation particulière doivent être mises en place afin d'assurer l'efficacité d'un tel système en cas d'urgence et en toute circonstance. Un exercice annuel de mise en place du système de confinement devra être réalisé. Cet exercice fera l'objet d'un rapport de synthèse qui sera transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'usine présente un bassin de confinement étanche susceptible de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le jour de la visite, l'exploitant n'a réalisé l'exercice annuel de mise en place du système de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois